**Parlement européen**
2019-2024

*Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures*

**2022/0398(COD)**

3.5.2023

# ***I
# PROJET DE RAPPORT

sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la définition des infractions pénales et des sanctions applicables en cas de violation des mesures restrictives de l'Union
(COM(2022)0684 – C9-0401/2022 – 2022/0398(COD))

Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

Rapporteure: Sophia in 't Veld

## *Légende des signes utilisés*

| | |
|---|---|
| * | Procédure de consultation |
| *** | Procédure d'approbation |
| ***I | Procédure législative ordinaire (première lecture) |
| ***II | Procédure législative ordinaire (deuxième lecture) |
| ***III | Procédure législative ordinaire (troisième lecture) |

(La procédure indiquée est fondée sur la base juridique proposée par le projet d'acte.)

## *Amendements à un projet d'acte*

**Amendements du Parlement présentés en deux colonnes**

Les suppressions sont signalées par des ***italiques gras*** dans la colonne de gauche. Les remplacements sont signalés par des ***italiques gras*** dans les deux colonnes. Le texte nouveau est signalé par des ***italiques gras*** dans la colonne de droite.

Les première et deuxième lignes de l'en-tête de chaque amendement identifient le passage concerné dans le projet d'acte à l'examen. Si un amendement porte sur un acte existant, que le projet d'acte entend modifier, l'en-tête comporte en outre une troisième et une quatrième lignes qui identifient respectivement l'acte existant et la disposition de celui-ci qui est concernée.

**Amendements du Parlement prenant la forme d'un texte consolidé**

Les parties de textes nouvelles sont indiquées en ***italiques gras***. Les parties de texte supprimées sont indiquées par le symbole ▌ ou barrées. Les remplacements sont signalés en indiquant en ***italiques gras*** le texte nouveau et en effaçant ou en barrant le texte remplacé.
Par exception, les modifications de nature strictement technique apportées par les services en vue de l'élaboration du texte final ne sont pas marquées.

**SOMMAIRE**

**Page**

PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN .....5

## PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN

**sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la définition des infractions pénales et des sanctions applicables en cas de violation des mesures restrictives de l'Union**
**(COM(0022)0684 – C9-0401/2022 – 2022/0398(COD))**

**(Procédure législative ordinaire: première lecture)**

*Le Parlement européen*,

– vu la proposition de la Commission au Parlement européen et au Conseil (COM(0022)0684),

– vu l'article 294, paragraphe 2, et l'article 83, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, conformément auxquels la proposition lui a été présentée par la Commission (C9-0401/2022),

– vu l'article 294, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

– vu l'avis du Comité économique et social européen du 23 mars 2023[1],

– vu l'article 59 de son règlement intérieur,

– vu l'avis de la commission des budgets,

– vu le rapport de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (A9-0000/2023),

1. arrête la position en première lecture figurant ci-après;

2. demande à la Commission de le saisir à nouveau si elle remplace, modifie de manière substantielle ou entend modifier de manière substantielle sa proposition;

3. charge sa Présidente de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux parlements nationaux.

**Amendement 1**

**Proposition de directive**
**Considérant 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. L'application effective des mesures | 4. L'application effective des mesures |

[1] Non encore paru au Journal officiel.

| | |
|---|---|
| restrictives de l'Union nécessite une définition pénale commune des actes constitutifs d'une infraction à ces mesures restrictives. Les États membres devraient veiller à ce que des actes soient constitutifs d'une infraction pénale lorsqu'ils sont commis intentionnellement ou par négligence ***grave***, dans le cas où la personne physique ou morale savait ou aurait dû savoir que ses actes enfreindraient les mesures restrictives de l'Union. | restrictives de l'Union nécessite une définition pénale commune des actes constitutifs d'une infraction à ces mesures restrictives. Les États membres devraient veiller à ce que des actes soient constitutifs d'une infraction pénale lorsqu'ils sont commis intentionnellement ou par négligence, dans le cas où la personne physique ou morale savait ou aurait dû savoir que ses actes enfreindraient les mesures restrictives de l'Union. |

Or. en

**Amendement 2**

**Proposition de directive**
**Considérant 7**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (7) Les praticiens du droit, tels qu'ils sont définis par les États membres, devraient être soumis à la présente directive, y compris à l'obligation de signaler la violation des mesures restrictives de l'Union, lorsqu'ils fournissent des services dans le cadre de leurs activités professionnelles, telles que des services juridiques, financiers et commerciaux. L'expérience montre qu'il existe un risque manifeste que les services de ces praticiens du droit soient utilisés abusivement en vue de violer les mesures restrictives de l'Union. Il conviendrait toutefois de prévoir des exemptions à l'obligation de déclarer des informations obtenues dans le cadre strict d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, que ce soit avant, pendant ou après une procédure judiciaire, ou lors de l'évaluation de la situation juridique d'un client. Par conséquent, le conseil juridique dans ces circonstances devrait rester soumis à l'obligation de secret professionnel, sauf si le praticien du droit | (7) Les praticiens du droit, tels qu'ils sont définis par les États membres, devraient être soumis à la présente directive, y compris à l'obligation de signaler la violation des mesures restrictives de l'Union, lorsqu'ils fournissent des services dans le cadre de leurs activités professionnelles, telles que des services juridiques, financiers et commerciaux. L'expérience montre qu'il existe un risque manifeste que les services de ces praticiens du droit soient utilisés abusivement en vue de violer les mesures restrictives de l'Union. Il conviendrait toutefois de prévoir des exemptions à l'obligation de déclarer des informations obtenues dans le cadre strict d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, que ce soit avant, pendant ou après une procédure judiciaire, ou lors de l'évaluation de la situation juridique d'un client. Par conséquent, le conseil juridique dans ces circonstances devrait rester soumis à l'obligation de secret professionnel, sauf si le praticien du droit |

| | |
|---|---|
| prend part à la violation des mesures restrictives de l'Union, si le conseil juridique est fourni aux fins d'enfreindre les mesures restrictives de l'Union, ou si le praticien du droit a connaissance du fait que son client lui demande conseil dans le but de violer les mesures restrictives de l'Union. Cette connaissance peut se déduire de circonstances factuelles objectives. | prend part à la violation des mesures restrictives de l'Union, si le conseil juridique est fourni aux fins d'enfreindre les mesures restrictives de l'Union, ou si le praticien du droit a connaissance du fait ***ou a des raisons de croire*** que son client lui demande conseil dans le but de violer les mesures restrictives de l'Union. Cette connaissance peut se déduire de circonstances factuelles objectives. |

Or. en

**Amendement 3**

**Proposition de directive**
**Considérant 11**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (11) Étant donné que les mesures restrictives de l'Union s'appliquent aussi aux personnes morales, celles-ci devraient également être tenues pour pénalement responsables d'infractions liées à la violation de telles mesures conformément à la présente directive. Les États membres dont le droit national ne prévoit pas la responsabilité pénale des personnes morales devraient faire en sorte que leurs systèmes de sanctions administratives comportent des types et des niveaux de sanctions efficaces, dissuasifs et proportionnés. | *(Ne concerne pas la version française.)* |

Or. en

**Amendement 4**

**Proposition de directive**
**Considérant 12**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (12) Il conviendrait d'accroître encore le | (12) Il conviendrait d'accroître encore le |

| | |
|---|---|
| rapprochement et l'efficacité des niveaux de sanction appliqués dans la pratique en définissant des circonstances aggravantes communes qui reflètent la gravité de l'infraction commise. La notion de circonstances aggravantes devrait désigner soit des faits permettant au juge ou à la juridiction nationale de prononcer, pour une même infraction, une sanction plus élevée que celle encourue en l'absence de ces faits, soit la possibilité de retenir plusieurs infractions de manière cumulative afin d'augmenter le niveau de la sanction. Les États membres devraient prévoir ***au moins une de ces*** circonstances aggravantes conformément aux règles applicables établies par leur système juridique en la matière. En tout état de cause, il conviendrait de laisser au juge ou à la juridiction le soin de déterminer s'il y a lieu d'alourdir la peine, en tenant compte de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce. | rapprochement et l'efficacité des niveaux de sanction appliqués dans la pratique en définissant des circonstances aggravantes communes qui reflètent la gravité de l'infraction commise. La notion de circonstances aggravantes devrait désigner soit des faits permettant au juge ou à la juridiction nationale de prononcer, pour une même infraction, une sanction plus élevée que celle encourue en l'absence de ces faits, soit la possibilité de retenir plusieurs infractions de manière cumulative afin d'augmenter le niveau de la sanction. Les États membres devraient prévoir ***des*** circonstances aggravantes conformément aux règles applicables établies par leur système juridique en la matière. En tout état de cause, il conviendrait de laisser au juge ou à la juridiction le soin de déterminer s'il y a lieu d'alourdir la peine, en tenant compte de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce. |
| | Or. en |

**Amendement 5**

**Proposition de directive**
**Considérant 19**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (19) Afin de garantir l'efficacité des enquêtes et des poursuites concernant les violations des mesures restrictives de l'Union, les autorités compétentes des États membres devraient coopérer par l'intermédiaire d'Europol, d'Eurojust et du Parquet européen et avec ceux-ci. Ces autorités compétentes devraient également échanger des informations entre elles et avec la Commission sur des questions pratiques. | (19) Afin de garantir l'efficacité des enquêtes et des poursuites concernant les violations des mesures restrictives de l'Union, les autorités compétentes des États membres devraient coopérer par l'intermédiaire d'Europol, d'Eurojust et du Parquet européen et avec ceux-ci. Ces autorités compétentes devraient également échanger des informations entre elles et avec la Commission sur des questions pratiques. ***Aux fins de la présente directive, et nonobstant une éventuelle extension de la compétence du Parquet européen, les institutions, organes et*** |

***organismes de l'Union et les autorités des États membres qui participent à une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen devraient collaborer étroitement avec le niveau central et le niveau décentralisé du Parquet européen. Ils devraient en particulier se conformer aux obligations de communication d'informations fixées par le règlement (UE) 2017/1939, y compris lorsque le Parquet européen est compétent à l'égard des infractions pénales pour la violation des mesures restrictives de l'Union parce qu'elles constituent des infractions relatives à la participation à une organisation criminelle ou des infractions pénales indissociablement liées à des infractions visées à l'article 22, paragraphes 2 et 3 du règlement (UE) 2017/1939.***

Or. en

**Amendement 6**

**Proposition de directive**
**Article 2 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Champ d'application ***et définitions*** | Champ d'application |

Or. en

*Justification*

*Deux articles distincts pour le champ d'application et pour les définitions.*

**Amendement 7**

**Proposition de directive**
**Article 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 2 bis*** |
| | ***Définitions*** |

Or. en

*Justification*

*Deux articles distincts pour le champ d'application et pour les définitions.*

**Amendement 8**

**Proposition de directive**
**Article 3 – paragraphe 2 – point h – sous-point i**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| i) en ***dissimulant*** des fonds ou des ressources économiques possédés, détenus ou contrôlés par une personne, une entité ou un organisme désignés qui devraient être gelés en vertu d'une mesure restrictive de l'Union, ***par le transfert*** de ces fonds ou ressources économiques à un tiers; | i) en ***déplaçant, transférant, modifiant, utilisant, accédant à, manipulant, vendant, louant ou hypothéquant*** des fonds ou des ressources économiques possédés, détenus ou contrôlés par une personne, une entité ou un organisme désignés qui devraient être gelés en vertu d'une mesure restrictive de l'Union, ***d'une manière qui aurait pour conséquence un changement du volume, du montant, de la localisation, de la propriété, de la possession, de la nature ou de la destination*** de ces fonds ou ressources économiques ***ou toute autre modification qui permettrait*** à ***ces fonds ou ressources d'être utilisés, y compris par*** un tiers ***ou au moyen de la gestion de portefeuille***; |

Or. en

**Amendement 9**

**Proposition de directive**
**Article 3 – paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Les actes visés au paragraphe 2, points a) à g), constituent également une infraction pénale s'ils ont été commis par négligence ***grave***. | 3. Les actes visés au paragraphe 2, points a) à g), constituent également une infraction pénale s'ils ont été commis par négligence. |

Or. en

**Amendement 10**

**Proposition de directive**
**Article 3 – paragraphe 5**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 5. Aucune disposition du paragraphe 2 ne peut être interprétée comme imposant à des praticiens du droit l'obligation de communiquer les informations obtenues dans le cadre strict d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, que ce soit avant, pendant ou après une procédure judiciaire, ou lors de l'évaluation de la situation juridique d'un client. Le conseil juridique dans ces circonstances est protégé par le secret professionnel, sauf si le praticien du droit prend part à la violation des mesures restrictives de l'Union, si le conseil juridique est fourni aux fins de violer les mesures restrictives de l'Union ou si le praticien du droit a connaissance du fait que le client sollicite des conseils juridiques dans le but de violer les mesures restrictives de l'Union. | 5. Aucune disposition du paragraphe 2 ne peut être interprétée comme imposant à des praticiens du droit l'obligation de communiquer les informations obtenues dans le cadre strict d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, que ce soit avant, pendant ou après une procédure judiciaire, ou lors de l'évaluation de la situation juridique d'un client. Le conseil juridique dans ces circonstances est protégé par le secret professionnel, sauf si le praticien du droit prend part à la violation des mesures restrictives de l'Union, si le conseil juridique est fourni aux fins de violer les mesures restrictives de l'Union ou si le praticien du droit a connaissance du fait ***ou a des raisons de croire*** que le client sollicite des conseils juridiques dans le but de violer les mesures restrictives de l'Union. |

Or. en

**Amendement 11**

**Proposition de directive**
**Article 5 – paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour faire en sorte que les infractions pénales visées ***à l'article*** 3***, paragraphe 2, points h), iii), h), iv)*** et ***h), v),*** soient passibles d'une peine maximale d'au moins ***un an*** d'emprisonnement lorsqu'elles concernent des fonds ou des ressources économiques d'une valeur d'au moins 100 000 EUR. Les États membres font en sorte que le seuil de 100 000 EUR ou plus puisse également être atteint en regroupant une série d'infractions liées visées à l'article 3, paragraphe 2***, points h), iii), h), iv) et h), v)***, lorsqu'elles ont été commises par le même auteur. | 3. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour faire en sorte que les infractions pénales visées ***aux articles*** 3 et ***4*** soient passibles d'une peine maximale d'au moins ***cinq ans*** d'emprisonnement lorsqu'elles concernent des fonds ou des ressources économiques d'une valeur d'au moins 100 000 EUR. Les États membres font en sorte que le seuil de 100 000 EUR ou plus puisse également être atteint en regroupant une série d'infractions liées visées à l'article 3, paragraphe 2, lorsqu'elles ont été commises par le même auteur. |

Or. en

**Amendement 12**

**Proposition de directive**
**Article 5 – paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***4. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour faire en sorte que les infractions pénales visées à l'article 3, paragraphe 2, points a) à g), points h), i) et h), ii), et point i), soient passibles d'une peine maximale d'au moins cinq ans d'emprisonnement lorsqu'elles concernent des fonds ou des ressources économiques d'une valeur d'au moins 100 000 EUR. Les États membres veillent à ce que le seuil de 100 000 EUR ou plus puisse également être atteint en regroupant une série d'infractions liées visées à l'article 3, paragraphe 2, points a) à g), points h), i) et h), ii), et point i), lorsqu'elles ont été commises par le même auteur.*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 13**

**Proposition de directive**
**Article 5 – paragraphe 5**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 5. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour faire en sorte que les personnes physiques qui ont commis les infractions visées aux articles 3 et 4 soient passibles de sanctions supplémentaires. Ces sanctions supplémentaires comprennent des amendes. | 5. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour faire en sorte que les personnes physiques qui ont commis les infractions visées aux articles 3 et 4 soient passibles de sanctions supplémentaires. Ces sanctions supplémentaires comprennent des amendes ***maximales d'un montant d'au moins 10 000 000 EUR lorsque ces infractions concernent des fonds ou des ressources économiques d'une valeur d'au moins 100 000 EUR***. |

Or. en

**Amendement 14**

**Proposition de directive**
**Article 7 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Sanctions à l'encontre des personnes morales | *(Ne concerne pas la version française.)* |

Or. en

**Amendement 15**

**Proposition de directive**
**Article 7 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que toute | 1. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que toute |

| | |
|---|---|
| personne morale tenue pour responsable en vertu de l'article ***7*** fasse l'objet de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, qui peuvent être des amendes pénales ou non pénales, l'exclusion du bénéfice d'un avantage ou d'une aide publics, l'exclusion de l'accès aux financements publics, y compris aux procédures d'appel d'offres, aux subventions et aux concessions, et peuvent inclure d'autres sanctions telles que: | personne morale tenue pour responsable en vertu de l'article ***6*** fasse l'objet de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, qui peuvent être des amendes pénales ou non pénales, l'exclusion du bénéfice d'un avantage ou d'une aide publics, l'exclusion de l'accès aux financements publics, y compris aux procédures d'appel d'offres, aux subventions et aux concessions, et peuvent inclure d'autres sanctions telles que: |

Or. en

**Amendement 16**

**Proposition de directive**
**Article 7 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que, pour les personnes morales tenues pour responsables en vertu de l'article ***7***, les infractions pénales visées à l'article 3, paragraphe 2, ***points h), iii) à h), v)*** soient passibles d'amendes dont la limite maximale ne peut être inférieure à ***1*** % du chiffre d'affaires mondial total réalisé par la personne morale concernée au cours de l'exercice financier précédant l'adoption de la décision infligeant une amende. | 2. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que, pour les personnes morales tenues pour responsables en vertu de l'article ***6***, les infractions pénales visées à l'article 3, paragraphe 2, soient passibles d'amendes dont la limite maximale ne peut être inférieure à ***15*** % du chiffre d'affaires mondial total réalisé par la personne morale concernée au cours de l'exercice financier précédant l'adoption de la décision infligeant une amende. |

Or. en

**Amendement 17**

**Proposition de directive**
**Article 7 – paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***3. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que, pour les*** | ***supprimé*** |

***personnes morales tenues pour responsables en vertu de l'article 7, les infractions pénales visées à l'article 3, paragraphe 2, points a) à f), points h), i) et h), ii), et point i), soient passibles d'amendes dont la limite maximale ne peut être inférieure à 5 % du chiffre d'affaires mondial total réalisé par la personne morale concernée au cours de l'exercice financier précédant l'adoption de la décision infligeant une amende.***

Or. en

**Amendement 18**

**Proposition de directive**
**Article 8 – alinéa 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Dans la mesure où les circonstances suivantes ne font pas déjà partie des éléments constitutifs des infractions pénales visées aux articles 3 et 4, les États membres prennent les mesures nécessaires pour que ***l'une ou plusieurs des*** circonstances suivantes puissent être considérées comme des circonstances aggravantes: | Dans la mesure où les circonstances suivantes ne font pas déjà partie des éléments constitutifs des infractions pénales visées aux articles 3 et 4, les États membres prennent les mesures nécessaires pour que ***les*** circonstances suivantes puissent être considérées comme des circonstances aggravantes: |

Or. en

**Amendement 19**

**Proposition de directive**
**Article 8 – alinéa 1 – point a bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***a bis) l'infraction impliquait l'utilisation de documents faux ou falsifiés;*** |

Or. en

**Amendement 20**

**Proposition de directive**
**Article 8 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) l'infraction a été commise par un prestataire de services professionnel en violation ***de ses*** obligations professionnelles; | b) l'infraction a été commise par un prestataire de services professionnel en violation ***des*** obligations professionnelles ***dudit prestataire de services***; |

Or. en

**Amendement 21**

**Proposition de directive**
**Article 8 – alinéa 1 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) l'infraction a généré ou était censée générer des avantages financiers importants, ou a permis d'éviter des dépenses substantielles, directement ou indirectement;*** |

Or. en

**Amendement 22**

**Proposition de directive**
**Article 8 – alinéa 1 – point d ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d ter) l'auteur de l'infraction fait activement obstacle à l'inspection, aux contrôles douaniers ou aux activités d'enquête, détruit des preuves, ou intimide ou influence des témoins ou des plaignants;*** |

Or. en

**Amendement 23**

**Proposition de directive**
**Article 8 – alinéa 1 – point d ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d ter) l'auteur de l'infraction ne fournit pas d'assistance aux organismes de contrôle et autres autorités répressives lorsque la loi l'exige;*** |

Or. en

**Amendement 24**

**Proposition de directive**
**Article 8 – alinéa 1 – point d quinquies (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d quinquies) dans le cas d'entités juridiques, l'infraction a été commise par du personnel de l'encadrement supérieur, ou bien le niveau de l'encadrement supérieur aurait raisonnablement dû avoir connaissance de l'infraction commise.*** |

Or. en

**Amendement 25**

**Proposition de directive**
**Article 12 – paragraphe 4 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) une peine d'emprisonnement en cas d'infraction pénale passible d'une peine maximale d'au moins ***quatre*** ans | b) une peine d'emprisonnement en cas d'infraction pénale passible d'une peine maximale d'au moins ***cinq*** ans |

| | |
|---|---|
| d'emprisonnement, | d'emprisonnement, |

Or. en

**Amendement 26**

**Proposition de directive**
**Article 13 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Les États membres prennent les mesures nécessaires pour mettre en place des mécanismes appropriés*** de coordination et de coopération aux niveaux stratégique et opérationnel entre toutes ***leurs*** autorités administratives, répressives et judiciaires compétentes. | ***1. Chaque État membre crée ou désigne une unité spécifique aux fins*** de ***la*** coordination et de ***la*** coopération aux niveaux stratégique et opérationnel entre toutes ***ses*** autorités administratives, répressives et judiciaires compétentes ***sur son territoire***. |

Or. en

**Amendement 27**

**Proposition de directive**
**Article 13 – paragraphe 2 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Ces mécanismes visent*** au ***moins***: | ***2. Les unités spécifiques visées*** au ***paragraphe 1 sont chargées des missions suivantes***: |

Or. en

**Amendement 28**

**Proposition de directive**
**Article 13 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) ***à*** garantir des priorités communes et une compréhension des liens entre la | a) garantir des priorités communes et une compréhension des liens entre la |

| | |
|---|---|
| répression pénale et la répression administrative; | répression pénale et la répression administrative; |

Or. en

**Amendement 29**

**Proposition de directive**
**Article 13 – paragraphe 2 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) ***l'échange d'informations*** à des fins stratégiques et opérationnelles; | b) ***échanger des informations*** à des fins stratégiques et opérationnelles; |

Or. en

**Amendement 30**

**Proposition de directive**
**Article 13 – paragraphe 2 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| c) ***la consultation*** dans le cadre d'enquêtes individuelles; | c) ***être consultées*** dans le cadre d'enquêtes individuelles; |

Or. en

**Amendement 31**

**Proposition de directive**
**Article 13 – paragraphe 2 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) ***l'échange de bonnes*** pratiques; | d) ***échanger les meilleures*** pratiques; |

Or. en

**Amendement 32**

**Proposition de directive**
**Article 13 – paragraphe 2 – point e**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| e) ***l'assistance aux*** réseaux de praticiens travaillant sur des questions relatives aux enquêtes et aux poursuites concernant des infractions liées à la violation des mesures restrictives de l'Union. | e) ***assister les*** réseaux de praticiens travaillant sur des questions relatives aux enquêtes et aux poursuites concernant des infractions liées à la violation des mesures restrictives de l'Union. |

Or. en

**Amendement 33**

**Proposition de directive**
**Article 13 – paragraphe 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2 bis. Les États membres veillent à ce que les autorités nationales compétentes soient dotées des ressources humaines, techniques et financières ainsi que des locaux et des infrastructures nécessaires pour enquêter efficacement sur les violations des mesures restrictives de l'Union et mener des poursuites en la matière.*** |

Or. en

**Amendement 34**

**Proposition de directive**
**Article 16 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Sans préjudice des règles en matière de coopération transfrontière et d'entraide judiciaire en matière pénale, les | 1. Sans préjudice des règles en matière de coopération transfrontière et d'entraide judiciaire en matière pénale, les |

| | |
|---|---|
| ***autorités*** des États membres, Europol, Eurojust, le Parquet européen et la Commission ***coopèrent***, dans les limites de leurs compétences respectives, dans le domaine de la lutte contre les infractions pénales visées aux articles 3 et 4. À cette fin, la Commission et, s'il y a lieu, Europol et Eurojust fournissent une assistance technique et opérationnelle afin de faciliter la coordination des enquêtes et des poursuites par les autorités compétentes. | ***unités spécifiques nationales*** des États membres ***établies à [l'article 13]***, Europol, Eurojust, le Parquet européen et la Commission, dans les limites de leurs compétences respectives, ***se réunissent régulièrement dans un format structuré afin de se coordonner et de coopérer*** dans le domaine de la lutte contre les infractions pénales visées aux articles 3 et 4. À cette fin, la Commission et, s'il y a lieu, Europol et Eurojust fournissent une assistance technique et opérationnelle afin de faciliter la coordination des enquêtes et des poursuites par les autorités compétentes. |

Or. en

**Amendement 35**

**Proposition de directive**
**Article 16 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 bis. Les institutions, organes et organismes de l'Union et les autorités des États membres qui participent à une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen signalent sans retard indu au Parquet européen tout comportement délictueux à l'égard duquel celui-ci pourrait exercer sa compétence conformément à l'article 22 et à l'article 25, paragraphes 2 et 3, du règlement (UE) 2017/1939.*** |

Or. en

**Amendement 36**

**Proposition de directive**
**Article 18 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
| --- | --- |
| | ***Article 18 bis*** |
| | ***Statistiques*** |
| | ***1. Les États membres collectent et tiennent à jour, au niveau central, des statistiques complètes sur les mesures prises au titre de la présente directive.*** |
| | ***2. Sans préjudice des obligations en matière d'établissement de rapports prévues par d'autres actes juridiques de l'Union, les États membres transmettent chaque année à la Commission, au plus tard en septembre de l'année suivante, les statistiques suivantes sur les infractions pénales visées aux articles 3 et 4 ventilées par type de mesure restrictive:*** |
| | ***a) le nombre de procédures pénales engagées;*** |
| | ***b) le nombre de procédures pénales rejetées;*** |
| | ***c) le nombre de procédures pénales ayant donné lieu à un acquittement;*** |
| | ***d) le nombre de procédures pénales ayant donné lieu à une condamnation;*** |
| | ***e) le nombre de procédures pénales en cours;*** |
| | ***f) la durée moyenne des procédures pénales;*** |
| | ***g) la valeur des fonds et des ressources économiques gelés;*** |
| | ***h) la valeur des fonds et des ressources économiques saisis.*** |
| | ***Les statistiques à fournir comprennent également les types et niveaux de sanctions infligées en cas de violation des mesures restrictives de l'Union.*** |
| | ***3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l'[article 18 ter] concernant l'établissement de règles détaillées sur les informations à collecter et la méthode de*** |

***collecte des statistiques visées au paragraphe 2 du présent article, ainsi que les modalités de leur transmission à la Commission.***

***4. La Commission publie ces statistiques chaque année.***

Or. en

**Amendement 37**

**Proposition de directive**
**Article 18 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 18 ter*** |
| | ***Exercice de la délégation*** |
| | ***1. Le pouvoir d'adopter des actes délégués conféré à la Commission est soumis aux conditions fixées au présent article.*** |
| | ***2. Le pouvoir d'adopter les actes délégués visés à l'[article 18 bis] est conféré à la Commission pour une durée indéterminée à compter du [date d'entrée en vigueur de la présente directive].*** |
| | ***3. La délégation de pouvoir visée à l'[article 18 bis] peut être révoquée à tout moment par le Parlement européen ou le Conseil. La décision de révocation met fin à la délégation de pouvoir qui y est précisée. La révocation prend effet le jour suivant celui de la publication de ladite décision au Journal officiel de l'Union européenne ou à une date ultérieure qui est précisée dans ladite décision. Elle ne porte pas atteinte à la validité des actes délégués déjà en vigueur.*** |
| | ***4. Avant l'adoption d'un acte délégué, la Commission consulte les experts désignés par chaque État membre, conformément aux principes définis dans l'accord interinstitutionnel du*** |

| | |
|---|---|
| | ***13 avril 2016 «Mieux légiférer».*** |
| | ***5. Aussitôt qu'elle adopte un acte délégué, la Commission le notifie au Parlement européen et au Conseil simultanément.*** |
| | ***6. Un acte délégué adopté en vertu de l'[article 18 bis] n'entre en vigueur que si le Parlement européen ou le Conseil n'a pas exprimé d'objections dans un délai de [deux mois] à compter de la notification de cet acte au Parlement européen et au Conseil ou si, avant l'expiration de ce délai, le Parlement européen et le Conseil ont tous deux informé la Commission de leur intention de ne pas exprimer d'objections. Ce délai est prolongé de [deux mois] à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.*** |

Or. en

**Amendement 38**

**Proposition de directive**
**Article 19 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***2. Sans préjudice des obligations en matière d'établissement de rapports prévues par d'autres actes juridiques de l'Union, les États membres transmettent chaque année à la Commission les statistiques suivantes sur les infractions pénales visées aux articles 3 et 4:*** | ***supprimé*** |
| ***a) le nombre de procédures pénales engagées, de rejets, d'acquittements, de condamnations et de procédures en cours;*** | |
| ***b) les types et niveaux de sanctions infligées en cas de violation des mesures restrictives de l'Union.*** | |

Or. en

*Justification*

*Ces sujets font l'objet de deux articles distincts sur les statistiques.*

**Amendement 39**

**Proposition de directive**
**Article 19 – paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***3. Les États membres transmettent à la Commission les données statistiques visées au paragraphe 2 au moyen des outils spécifiques d'établissement de rapports mis en place par la Commission pour l'établissement de rapports dans le domaine des mesures restrictives.*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 40**

**Proposition de directive**
**Article 19 – paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Le [OP- veuillez insérer la date: cinq ans après la fin de la période de transposition] au plus tard, la Commission réalise une évaluation des effets de la présente directive et présente un rapport au Parlement européen et au Conseil. Les États membres fournissent à la Commission les informations nécessaires à l'établissement dudit rapport. | 4. Le [OP- veuillez insérer la date: cinq ans après la fin de la période de transposition] au plus tard, la Commission réalise une évaluation des effets de la présente directive ***en tenant compte des statistiques fournies chaque année par les États membres*** et présente un rapport au Parlement européen et au Conseil***, qui est rendu public***. Les États membres fournissent à la Commission les informations nécessaires à l'établissement dudit rapport. ***Sur la base de cette évaluation, la Commission décide des mesures de suivi appropriées, y compris, le cas échéant, une proposition législative.*** |

Or. en